



**HAL**  
open science

# Les jeunes de la cité : comment forment-ils un groupe ? Une analyse comparative entre trois terrains

Thomas Sauvadet

► **To cite this version:**

Thomas Sauvadet. Les jeunes de la cité : comment forment-ils un groupe ? Une analyse comparative entre trois terrains . Socio-logos, 2007, 1. hal-01330868

**HAL Id: hal-01330868**

**<https://hal.science/hal-01330868>**

Submitted on 13 Jun 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Thomas Sauvadet, « Les jeunes de la cité : comment forment-ils un groupe ? Une analyse comparative entre trois terrains », *Socio-logos*, n°1, 2007, <http://sociologos.revues.org/document55.html>.

## **Les jeunes « de la cité » : comment forment-ils un groupe ?**

### **Une analyse comparative entre trois terrains**

**Résumé (1000 à 2000 signes) :** Cet article essaie de participer à la construction d'une méthodologie qui faciliterait les recherches sur les jeunes « de cité ». Dans un premier temps, il délimite la population concernée (il ne s'agit que d'une fraction de la jeunesse qui habite en cité) et cherche à montrer sa cohésion (lutttes collectives contre le stigmat, entraides fraternelles diverses, interdépendances micro-sociétaires liées à la division du travail mise en place par l'économie illicite de la drogue...) comme ses divisions (rivalités délinquantes, rejet du groupe en lien avec le rejet de la catégorie stigmatique, individualisme...). Cette démarche permet de mettre en lumière l'ambivalence fondamentale des jeunes concernés vis-à-vis de leur cité, tantôt présentée et vécue comme un espace « communautaire » de protection et de solidarité face à un environnement extérieur jugé oppressif, tantôt présentée et vécue comme une micro-société brutale et « sauvage » dont il faut se détacher au plus vite. Dans un deuxième temps, cette communication montre des modes d'association et de dissociation différenciés en fonction des terrains d'enquête. Il s'agit d'analyser une partie des forces centripètes et centrifuges qui déterminent l'univers social appréhendé, tout en cernant leur niveau de pertinence sur les trois sites de référence de l'étude.

**Title :** The young people from poor urban areas : how do they form a group? A comparative analysis between three districts.

**Summary :** This article aims to build the methodology to help the researches on the young people from poor urban areas. At first, it defines the concerned population (it studies a part of the youth which lives in poor urban areas) and try to show its cohesion (collective fights against the stigma, others mutual aids, interdependencies connected to the labour division organized by the drug economy...) as its divisions (delinquent rivalries, rejection of the group related to the rejection of the stigma, individualism...). This study highlights the fundamental ambivalence of the concerned young people respect to their district, sometimes presented and lived as a "community" space of protection and solidarity against a rough environment,

sometimes presented and lived as a wild micro-society that has to be left as quickly as possible. In the second time, this article shows processes of association and dissociation differentiated according to the districts of research. It analyses a part of the centripetal and centrifugal forces which determine the studied social universe, by measuring their respective pertinence level on three districts.

## 1) Introduction

Sur les cinq dernières décennies traversées par la société française, les années 80 représentent un tournant considérable marqué dans les quartiers pauvres par : l'installation d'un chômage structurel combinée à la précarisation des contrats de travail, la désyndicalisation/dépolitisation (crise du « *mouvement ouvrier* » et des « *banlieues rouges* » : Dubet, Lapeyronnie, 1992), la diffusion de la consommation et de la vente de stupéfiants au sein de la jeunesse des classes populaires (Mauger, 1984), l'émergence de la problématique de l'exclusion/ghettoïsation/communautarisation (avec la crainte d'une « *américanisation* » des rapports sociaux). Parallèlement, « la » société prend peur face à ses « nouveaux *blousons noirs* (1) » et l'on reparle de la « *violence des jeunes* », en ciblant les groupes « *des cités* » (2). Que recouvre cette nouvelle expression ? Qui sont les « *jeunes de cité* » ? Comment forment-ils des groupes ? Autrement dit, quelles sont les logiques d'association et de dissociation qui déterminent cet univers social et cette période de vie ?

Nous essaierons de répondre à ces questions. L'article se compose de cinq parties. La première est une présentation de la méthodologie employée pour pénétrer les groupes de jeunes concernés ; la deuxième correspond à délimitation de la population ciblée par l'enquête ; la troisième expose les dynamiques qui permettent aux jeunes étudiés de faire groupe ainsi que les processus qui détériorent ces dynamiques ; la quatrième reprend quatre paramètres importants de la troisième partie et observe leur niveau de pertinence sur trois terrains.

## 2) Présentation méthodologique

Trois monographies ont été réalisées pour cette recherche (3) *via* la technique de l'observation participante. La première a été effectuée dans une cité HLM (habitations à loyer modéré) de la banlieue sud de Paris où j'ai passé une partie de ma jeunesse et où je connais bien les jeunes qui sont dans la rue. Ma présence y était légitime, je n'avais presque aucune justification à fournir. La seconde monographie a été menée dans une cité de la banlieue nord

parisienne, et la troisième à Marseille (dans la suite du texte, ces terrains seront respectivement dénommés « Paris sud », « Paris nord » et Marseille). Sur ces deux autres terrains, j'ai mis en œuvre l'approche qui avait rendu possible mon intégration au groupe de Paris sud, supposant une certaine similitude entre ces quartiers.

Il fallait d'abord, pour cela, habiter sur place. A cette époque, je venais d'emménager dans un petit pavillon ouvrier situé juste en face de Paris nord, d'où son choix comme terrain d'enquête. Le terrain marseillais s'est imposé en raison des liens et de l'expérience qui m'y rattachent : j'ai des amis à proximité et y passe mes vacances depuis une quinzaine d'années. Habiter sur place m'a permis d'être identifié comme quelqu'un « *du coin* », de m'imprégner régulièrement de l'ambiance des lieux.

La deuxième étape a été dans les deux cas l'introduction dans le groupe « *jeunes de la cité* », un groupe très facilement repérable : comme sur Paris sud, il y avait toujours les mêmes jeunes dans les rues, ils se regroupaient et se présentaient comme les « *jeunes de la cité* » (« *du quartier* » à Marseille). Une telle introduction doit être réalisée par un jeune « *de la cité* » qui se porte garant. Il faut trouver un « informateur-médiateur » : comme informateur, il raconte son parcours, sa vision du groupe en question et, si possible, s'il le faut, pêche des informations pour les besoins de l'enquête ; comme médiateur, il introduit le chercheur auprès du groupe concerné, le présente et le protège. Pour que sa parole ait une autorité, il est préférable qu'il possède une réputation solide au sein du groupe. Qui ont été mes « informateurs-médiateurs » ? A Paris nord, j'ai bénéficié d'un réseau de connaissances : une amie a été le grand amour d'un des jeunes, Samir, qui se trouve être l'un des principaux grossistes de cannabis « de la cité ». Grâce à ce contact, les autres jeunes ont pu avoir suffisamment confiance en moi : introduit par un des plus grands délinquants du quartier, je n'étais sûrement pas un policier en civil. Parallèlement, cette relation était une très bonne protection : pas question de s'en prendre à qui est ainsi parrainé. Sur le terrain marseillais, Bernard a été mon « ticket d'entrée » : nous avons fait connaissance sur la plage des Corbières, que je fréquentais adolescent. Lors de l'enquête, il animait une association locale de boxe et était crédité d'un certain « *respect* ». Le problème principal était le manque de confiance que manifestait le leadership délinquant à mon égard. Les techniques de déstabilisation, d'enquête sur l'enquêteur, ont fait partie du détour obligé.

Pour être accepté, il s'agit de ne pas montrer des signes trop visibles de peur et/ou de naïveté, tout en restant modeste. Ces attentes en partie contradictoires doivent être dosées habilement. Il s'agit de trouver la « bonne distance », tout en rendant des services constants (véhiculer, prêter une cassette vidéo...) et en effectuant des dons divers (sandwichs grecs,

cafés...) afin de constituer une sorte de capital sympathie, convertible en droit d'enquêter. La neutralisation de la distance entre enquêtés et enquêteur est toujours nécessaire afin de ne pas fausser les données de l'observation : vocabulaire, attitudes gestuelles, etc., sont autant de dimensions à maîtriser pour jouer la carte de la complicité. Celle-ci impose toutefois certaines limites à l'enquête, par exemple la difficulté d'accéder aux relations familiales car, pour des raisons compréhensibles, les jeunes préfèrent maintenir séparés l'univers des copains et celui de la famille (4). L'étude dont il est ici question est centrée sur un domaine spécifique de l'existence, celui des « *jeunes de la cité* », avec toutes les limites inhérentes à cette démarche (5).

La période d'enquête s'est étalée de manière discontinue de fin 2000 à début 2003, avec presque deux ans de présence régulière sur Paris nord, six mois sur Marseille. De 1999 à aujourd'hui, Paris sud a été au centre de mon dispositif de recherche.

Les caractéristiques sociales des trois sites sont relativement similaires : un fort taux de chômage (le double de la moyenne nationale) et d'immigrés, beaucoup d'ouvriers et de petits employés, des familles monoparentales... Néanmoins les sites se différencient par leur taille : Paris nord est presque deux fois plus petit que Paris sud, lui-même nettement plus petit que la cité marseillaise. L'environnement de ces quartiers est aussi très différent. Autour de Paris nord, les cités sont collées les unes aux autres et les conflits entre jeunes de cités rivales sont plus fréquents qu'ailleurs. La ville semble surpeuplée. A Paris sud, la nature et quelques zones pavillonnaires entourent la cité. Le cadre de vie est plus agréable bien que plus enclavé par rapport à la capitale. Les conflits entre jeunes de cités rivales sont réels mais moins prononcés. A Marseille, on retrouve une certaine densité de population, mais avec vue sur la mer et une identité locale populaire particulièrement affirmée assurant un tissu associatif de grande qualité. Apparemment, les conflits entre jeunes de quartiers différents n'entraînent pas des batailles rangées comme sur les terrains parisiens.

### **3) Délimitation de la population ciblée par l'enquête**

Est ce que l'on est un jeune « *de cité* » lorsque l'on est jeune et que l'on habite une cité HLM ? Neuf fois sur dix, non ! Autant dire que la population sur laquelle je travaille n'est pas représentative de « la » jeunesse des classes populaires, ni même de celle « *des cités* ».

Des logiques de différenciation plus ou moins affirmées séparent ceux qui s'ancrent sur « l'espace public » (6) de la zone d'habitation de ceux qui l'évitent autant que possible : l'hétérogénéité sociale des ensembles HLM constatée par J-C Chamboredon et M. Lemaire (1970) persiste jusqu'à nos jours. Symbole de marginalisation, de dangerosité et/ou d'ennui,

ce territoire est rejeté et avec lui, l'identité « *jeunes de cité* ». « *La cité* » est perçue comme un piège qu'il vaut mieux éviter : beaucoup de parents « *redoutent par-dessus tout que leurs enfants [...] s'habillent, s'amusent et parlent comme ceux qui tiennent la rue* » (Mascllet, 2003, p. 89). Le discrédit subi par cet espace repose sur ces dimensions et entraîne des logiques d'évitement. Olivier, 17 ans, fils unique, de Paris sud, explique :

*« A un moment, avec les deux/trois copains que j'ai sur la cité, on se faisait des un contre un sur le terrain de basket, mais on s'est fait embrouiller. Y'a un groupe qui venait nous emmerder, il voulait jouer, il voulait le ballon, et après, on pouvait plus le récupérer. Maintenant on va ailleurs, on va sur le terrain derrière le collège. Comme c'est pas sur la cité, c'est tranquille, là-bas on est tranquille, on peut jouer sans problème, c'est pas comme sur la cité. C'est pour ça qu'on évite la cité, ici ça dégénère. Et puis ma mère me dit sans arrêt de ne pas traîner avec les voyous, comme elle dit. »*

Parmi ceux qui optent pour l'évitement, nous observons des jeunes issus de familles aussi pauvres que celles des jeunes qui sont dans la stratégie inverse. Si la pauvreté est un facteur important d'affiliation au groupe étudié, elle n'explique pas tout. Ainsi un jeune vietnamien préfère vendre de la cocaïne dans le 13<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Un autre jeune prend le contre-pied de son grand frère et réussit ses examens scolaires (sur les mécanismes d'élection parentale et leurs implications sur l'élection scolaire, voir : Mauger, 2001), un autre a adhéré aux Témoins de Jéhovah ou à un groupe de militants islamiques, un autre a été absorbé dans une carrière sportive ou dans une autre sous-culture juvénile forcée de s'exprimer loin de la cité (par rapport à l'existence de différents styles de vie déviants à caractère juvénile et populaire, voir : Mauger, 1994).

En conséquence, l'expression « *jeunes de la cité* » (ou « *de cité* ») entraîne une confusion : elle renvoie implicitement à l'ensemble des jeunes qui habitent la (ou les) cité(s) alors qu'en réalité seule une minorité se reconnaît dans cette terminologie.

Le fait que les jeunes « *de la cité* » soient minoritaires n'est pas nouveau. Au début des années 80, J-C. Lagrée et P. Lew-Fai (1985, p. 41) observent : « *lorsque l'on demande aux jeunes, aux habitants, aux travailleurs sociaux combien il y a de jeunes dans le quartier, les réponses s'inscrivent toutes dans la fourchette « 30/50 ». Or, le recensement de 1982, fait état quant à lui de 658 jeunes de quinze à vingt-quatre ans. La représentation collective de la jeunesse locale passe donc sous silence 93% des jeunes* ». Au début de l'actuelle décennie, O. Mascllet (2003, p. 218) constate en observant un club d'animation : « *En étendant l'offre d'animation, ils veulent donc « toucher les autres adolescents », « reconquérir » les jeunes moins démunis, lycéens ou étudiants, peu visibles à leurs yeux dans l'espace public* ».

Parallèlement, la présence et l'autorité adultes sont minimales dans l'espace public. Plusieurs raisons peuvent être avancées sans prétention à l'exhaustivité : le manque de temps (vie professionnelle, corvées domestiques...), la pratique du « cocooning » (largement implantée dans l'ensemble de notre société), la volonté de maintenir à distance un environnement stigmatisé, la peur du conflit (notamment avec les « *jeunes du coin* »), le sentiment de disqualification sociale (chômage, épreuves de l'émigration/immigration...).

#### 4) Qui sont les vrais « *jeunes de cité* » et comment forment-ils un groupe ?

##### a) La création de solidarités et d'interdépendances

Les jeunes étudiés sont caractérisés par une présence quotidienne dans les rues de leur quartier. Ils se reconnaissent dans, et revendiquent, l'identité « *jeunes de la cité* ». Ils sont souvent d'origine familiale maghrébine ou sub-saharienne (les anciennes colonies françaises), mais sont aussi d'origine familiale bretonne, gitane, portugaise ou italienne... Ils forment environ un dixième de la population âgée de moins de trente et de sexe masculin. Ils sont une soixantaine sur Paris nord, une centaine sur Paris sud et presque cent cinquante sur Marseille. Les groupes en question sont rarement au complet et sont en fait le plus souvent constitués par des plus petits groupes qui cohabitent et interagissent les uns avec les autres. « *L'équipe* » (comme ils disent) représente « *les vrais potes* », les quelques amis inséparables. « *La bande* » (le terme est parfois méprisé - jugé puéril - et n'est donc pas toujours employé) est un groupe de pairs plus large (moins électif), ancré sur un coin précis de la cité, plus ou moins spécialisé dans certaines activités (sport, délinquance, consommation de drogues...). La « *classe d'âge* » (enfants/(pré)adolescents/jeunes adultes) regroupe tous les pairs de manière sporadique, par hasard ou pour une activité précise (football, bagarres...). Chez les enfants, l'appartenance à ces différents types de groupe n'est pas clairement établie, les liens sont fluctuants, moins structurés. Même chez les plus âgés, nous constatons des cas particuliers : des jeunes sans bande précise, ou dans une bande mais sans *équipe*, ou bien des jeunes qui fréquentent moins leurs pairs que les plus jeunes ou les plus âgés.

A l'intérieur de ces collectifs, il faut différencier ceux qui sont « toujours » présents de ceux qui sont souvent absents. Les seconds sont presque aussi nombreux que les premiers. Ils évoluent à la marge, sont moins enclavés sur le groupe local de jeunes (scolarité plus longue, capital économique plus important, contrôle parental plus strict...), un groupe qu'ils n'intègrent qu'à l'adolescence. Ils le quittent rapidement au jeune âge adulte. Mon propos ne

les concerne pas réellement. Il faut donc prendre la dimension de ce que représente l'occupation de l'espace public. R. Lucchini (1998), travaillant auprès des enfants des bidonvilles brésiliens, parle bien de ce rapport à la rue. Premièrement, la dimension purement physique, c'est à dire le temps passé dans la rue, est déterminante. Certains y passent toute la journée, d'autres seulement quelques heures. Deuxièmement, la dimension sociale révèle la nature du temps investi dans cet espace, c'est à dire ce qu'il représente, ce qui est beaucoup plus subjectif. R. Lucchini explique que le mouvement progressif d'intégration à ce qu'il appelle « l'univers de la rue » nécessite une appropriation symbolique de cet espace en partie liée à un phénomène de « vases communicants » avec l'espace familial. En ce sens, la référence de l'enfant à l'adulte est un facteur qui distingue les uns des autres. Une grande partie des enfants oppose en effet le « monde de la rue » au « monde familial ». Schématiquement, deux pôles se présentent. Le premier est celui de l'enfant qui valorise l'image d'une famille idéale, la rue est alors vécue comme un terrain de jeu encadré par l'autorité parentale : elle n'est pas vraiment valorisée. Le deuxième pôle correspond à la situation inverse : la rue est appropriée comme un terrain de vie concurrençant fortement celui du foyer. Beaucoup d'enfants oscillent entre ces deux pôles.

Ceux qui forment le cœur du groupe « *jeunes de la cité* » sont évidemment plus proches du second pôle que du premier. Leurs relations sociales tendent à se focaliser sur l'espace public de leur zone d'habitation (« *dans la rue je suis chez moi!* » disent certains). Une « insularité » populaire (Schwartz, 2002) émerge et engendre une forme d'« appropriation du quartier comme envers de la dépossession sociale » (Beaud, Pialoux, 2003, pp. 338-345) ainsi qu'une forme restreinte et temporaire de « Nous » (Hoggart, 1970). Ceci s'explique par différents facteurs dont la plupart possède un caractère socio-économique évident :

1) Violences verbales et/ou physiques, et/ou surpopulation du domicile, et/ou manques divers d'ordre matériel entraînent la prédominance de la rue sur le foyer familial. W.F. Whyte (1995, p. 283) explique à propos de la situation états-unienne de la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle : « *Le foyer familial ne joue qu'un très petit rôle dans les activités de groupe du gars de la rue. Il est rarement chez lui, sauf pour manger et dormir, ou lorsqu'il est malade. Lorsqu'ils veulent le rencontrer, ses amis vont toujours voir d'abord s'il est à son coin de rue* » (7).

2) Déscolarisation (au sujet de la culture populaire « antiécole », voir par exemple : Willis, 1978) : aucun des jeunes qui forment le cœur des groupes étudiés n'atteint le niveau universitaire, ils sortent du système scolaire avec, au mieux, un BEP.

3) Chômage : environ 70% de la population âgée de plus de seize ans est sans emploi. Les plus chanceux travaillent en CDD ou « *au noir* » (8), dans des emplois à risque qu'ils quittent



dès que possible (voir à ce sujet : Esterle-Hedibel, Marchandet, 1995). Parallèlement, nous observons un refus du travail précaire (stages de formation et d'insertion...), les revenus générés par ce dernier étant moins élevés que les ressources tirées de la conjugaison de l'aide sociale et des pratiques délinquantes.

4) De cette situation découle un faible pouvoir qui freine la mobilité géographique : il est difficile d'acquérir un moyen de locomotion, de payer un titre de transport, de s'offrir des vacances...

5) Le harcèlement policier (sans compter les discriminations effectuées par les divers services de sécurité privée) décourage également la mobilité géographique : les fumeurs de cannabis savent par exemple qu'ils prennent des risques en fréquentant des zones urbaines hautement surveillées comme le Trocadéro (Paris) ou la plage du Prado (Marseille). A l'inverse, la police accepte quelques « illégalismes populaires » collectivement défendus (Foucault, 1975) lorsqu'elle patrouille sur les terrains étudiés. Ainsi, la cité peut être perçue comme une enclave protectrice.

6) Le stigmate dont sont victimes les jeunes concernés complique l'interaction avec des personnes extérieures à l'univers social appréhendé. La façon de parler, de bouger, de s'habiller, etc., renvoient les jeunes en question vers leur cité ou, lors des « virées », vers leur groupe de pairs. Le groupe de copains impose des codes et des normes qui handicapent la mobilité relationnelle.

Cet ensemble de dynamiques (sans prétention à l'exhaustivité) transforme le « quartier » en un support identitaire : les jeunes « de la cité ». Ces jeunes comprennent le caractère social des épreuves qu'ils traversent et prennent conscience de leur force, de leurs capacités d'action collective. Ils sont amenés à développer des « protections rapprochées ». R. Castel (2003, p. 11) explique : « Lorsque dominant les liens tissés autour de la famille, du lignage et des groupes de proximité, et que l'individu est défini par la place qu'il occupe dans un ordre hiérarchique, la sécurité est assurée pour l'essentiel sur la base de l'appartenance directe à une communauté et dépend de la force de ces attaches communautaires. On peut parler alors de protections rapprochées ». Cette forme de protection, « pré-moderne » nous dit R. Castel, se nourrit actuellement, selon moi, de l'insécurité sociale dont sont victimes les jeunes étudiés, et devient « moderne ». L'actuelle désorganisation structurelle impose la production (ou plutôt la fortification) d'une organisation locale, une organisation basée sur l'élaboration de solidarités et d'interdépendances locales réactives à un contexte structurel de désaffiliation/désorganisation qui modifie les pratiques et les représentations dans le sens où il bloque le passage de la famille parentale à la famille conjugale, et, en conséquence, prolonge

et exacerbe un mode juvénile populaire traditionnel de socialisation : caractérisé par le regroupement des garçons de la rue (voire à la rue) *via* la construction d'une identité collective territorialisée. A l'époque des « *blousons noirs* », la territorialisation des bandes est déjà remarquée (Monod, 1968). A l'époque des « *Apaches* » (Perrot, 1979, p. 390), les références ne manquent pas : « *la bande des Quatre Chemins d'Aubervilliers* », « *les gars de Charonne* », « *les Monte-en-l'air des Batignolles* », « *les Loups de la Butte* »... Aujourd'hui, l'allongement de la jeunesse (lié en particulier à l'étirement de la scolarité et à la rareté des emplois stables : ce qui entraîne le retardement du passage à une situation d'adulte) s'observe à différents degrés dans l'ensemble de notre société (Chauvel, 2002) : de ce fait, le mode de socialisation juvénile précité s'étire (9) et se structure jusqu'à offrir différents types de professionnalisation. Yazid, 23 ans, de Marseille, témoigne :

*« Moi j'ai été grillé direct. Direct je me suis fait jeter de l'école, puis jeter de tout. C'est toujours : pourquoi est-ce que vous avez arrêté l'école ? pourquoi vous n'avez pas cherché un travail ? Moi j'ai cherché, mais on ne m'a rien donné, et maintenant, je suis chômeur longue durée, je suis suspect, en plus il n'y a que des racistes ! Du coup, moi, mon truc, c'est le quartier. Ici je suis quelqu'un, avec les potes, on a monté notre affaire, notre business, et ça peut te mener loin. Y'a des gars qui contrôlent le business de tel ou tel quartier et après ils s'achètent des commerces, ils deviennent de vrais patrons. Tu peux t'en sortir grâce à la cité, grâce à tout ce qu'on a mis en place, les connexions, les fournisseurs, les réseaux de clients, les guetteurs, etc. Il y a plusieurs business possibles, les voitures, le shit et le reste. »*

L'organisation sociale précitée (à la fois composée d'aspects communautaires et d'aspects micro-sociétaires), s'observe à travers toute une économie du don, du contre-don et du crédit, à travers des solidarités familiales (petits frères, cousins...) qui se dilatent (métaphore de la « seconde famille »), à travers l'élaboration et le perfectionnement des activités délinquantes (notamment liés à la division croissante du travail propre à l'actuelle économie illicite de la drogue : ce qui ronge le caractère communautaire en favorisant les logiques de distinction - grossistes/semi-grossistes/petits revendeurs), ainsi qu'à travers des codes (10) vestimentaires, linguistiques, gestuels et artistiques (Lepoutre, 1997), ou *via* un besoin de protection physique mutuelle qui crée une forme de « chaude » solidarité (enterrement - temporaire - des contentieux internes) (11) face au « froid » d'un environnement jugé hostile (policiers, jeunes des cités des alentours...) (12). Nous constatons régulièrement une association par similitude, forgée par la certitude d'avoir un destin commun pendant toute une jeunesse. Cette similitude est renforcée par le caractère masculin des groupes étudiés : généralement, la sexualité est subordonnée aux intérêts primordiaux du combat et de l'aventure (13), car dans les sociétés modernes ou primitives, le regroupement

des garçons renvoie à une séparation d'avec les femmes afin d'acquérir les caractéristiques supposées être celles de son sexe (Bloch, Niederhoffer, 1974). Parallèlement, il existe un rejet de la gent féminine vers le domaine privé à partir de l'adolescence. L'espace privé est l'espace féminin, « l'espace public », l'espace masculin (Bourdieu, 1970 ; 1998). En occupant ce dernier, les jeunes filles affaiblissent leur respectabilité et insécurisent les jeunes hommes (frère, cousin) censés protéger leur « vertu » afin d'affirmer leurs compétences viriles déjà menacées par le stigmate de l'inactivité professionnelle et de la pauvreté.

L'association par similitude fonctionne, de plus, *via* des luttes collectives contre le stigmate. Les jeunes en question partagent à différents degrés le même stigmate : celui d'être un « *jeune de la cité* » (conjugaison de la présence dans la rue, de la pauvreté, de l'origine immigrée, des signes d'appartenance au groupe « *jeunes de la cité* » - styles vestimentaires, attitudes gestuelles...). Les déviants ont au moins en commun leur déviance, ce qui leur donne le sentiment d'avoir un bout de destin en commun. En affrontant les mêmes difficultés, ils composent un ensemble d'idées et de points de vue qui peut se constituer en une culture commune. Comme l'explique E. Goffman (1975), les stigmatisés tendent à se rassembler sous forme de petits groupes sociaux, jusqu'à, dit-il, pouvoir former des communautés, ayant des représentants qui formulent leurs plaintes et leurs aspirations. « *On y cite les noms des amis fameux et des ennemis notoires, sans oublier de confirmer au passage la valeur ou l'indignité de ces personnes. On y relate les succès des héros de l'assimilation qui ont su se faire accepter des normaux dans de nouveaux domaines. On y consigne les atrocités, récentes ou historiques, commises par des normaux persécuteurs. On y présente des récits exemplaires, biographiques ou autobiographiques, destinés à illustrer un code de conduite qui convienne moralement aux stigmatisés. [...] Ainsi, la plupart des personnes stigmatisées peuvent profiter d'une version intellectuellement élaborée de leur point de vue* » (Goffman, 1975, p. 38). Il n'y a pas ici de représentants dont le but principal est de combattre le stigmate, mais il y a des jeunes plus ou moins aptes à jouer temporairement ce rôle, et comme le dit E. Goffman, il se construit ainsi des schèmes de problématisation (l'exclusion raciste, le vol légitime...) dont la complexité (relative) de l'argumentation est le fruit d'un travail collectif et régulier. L'adhésion à cette « communauté de stigmatisés » ne va néanmoins pas de soi. Les jeunes sont pris dans une ambivalence : l'aimant et la rejetant en même temps. E. Goffman (1975, p. 52) : « *Avec cette ambivalence qui imprègne l'attachement de l'individu pour sa catégorie stigmatique, on conçoit que ce n'est pas toujours sans vacillation qu'il la soutient, s'y identifie et y participe. Il y a ainsi tout un « cycle de l'affiliation », suivant lequel l'individu en vient à accepter les occasions qui s'offrent à lui de participer au groupe, ou bien*

à les rejeter alors qu'il les acceptait auparavant. » Les conflits familiaux, l'échec scolaire et professionnel, les discriminations diverses (entrées en discothèque...), l'échec amoureux, les gratifications tirées de la délinquance, etc., sont autant de forces centripètes, dans le sens où ils renforcent ou entérinent l'affiliation à la catégorie stigmatisée, en renvoyant (directement ou indirectement) à cette catégorie. Parallèlement s'exercent des forces centrifuges (réussite et reconnaissance scolaires, obtention d'un emploi, escroqueries et bagarres entre copains « *de la cité* », renouveau de l'influence parentale, relation amoureuse...). Stéphane, 26 ans, de Paris nord, raconte :

*« Ibrahim, tu ne l'as pas connu, tu n'étais pas avec nous à cette époque. C'était un vrai lascar, le mec était toujours dehors, dans la rue avec nous, toujours à faire des coups. Il avait des problèmes avec son père, alors il était toujours dehors, en galère. C'était un putain de voleur, tout le monde le respectait. Après il a rencontré une fille, une meuf d'une autre cité, et il a tout arrêté, il est parti avec elle et on ne l'a plus jamais revu. J'espère qu'il va bien. »*

b) Des rivalités et des hiérarchies qui déconstruisent la cohésion du groupe : quelles stratégies le leadership emploie pour minimiser cette réalité ?

Si ces similitudes et solidarités communautaires, à l'instar des interdépendances micro-sociétales, permettent au groupe de survivre en tant que groupe, elles sont néanmoins circonscrites à des temps sociaux spécifiques : elles coexistent avec des comportements individualistes et des dynamiques conflictuelles (entre les plus jeunes et les plus vieux, entre jeunes d'origine maghrébine et jeunes d'origine sub-saharienne, entre « natifs du lieu » et « nouveaux venus » - voir à ce sujet : Elias, Scotson, 1997) qui déconstruisent le type de groupe étudié et donc les solidarités précitées (14). Il faut penser les « *jeunes de cité* » avec mais aussi contre W.F. Whyte (1995). Celui-ci explique (pp. 284-285) : « *La stabilité de la composition du groupe et le fait que ses membres manquent d'assurance en société concourent à produire en son sein une très forte intensité d'interactions sociales. La structure du groupe est le produit de ces interactions, car elles engendrent tout un réseau d'obligations réciproques, base même de sa cohésion. Pour que ces hommes puissent continuer à exercer leurs activités de groupe, il faut qu'en bien des circonstances ils se rendent mutuellement service. Le code de conduite du gars de la rue exige de lui qu'il aide ses amis quand il le peut et qu'il s'abstienne de leur porter tort en quoi que ce soit. Tant que la vie du groupe suit un cours sans histoire, les obligations qui lient ses membres entre eux ne sont pas reconnues explicitement. [...] En d'autres termes, il apparut que des actions accomplies en principe par*

*pure amitié faisaient partie d'un système d'obligations mutuelles* », qui se révélait au grand jour lors des discordes. La critique que j'adresse à cette théorie est la suivante : les « gars de la rue », comme il dit, sont si dépendants de leur groupe de pairs qu'ils sont presque « coincés » dans ce dernier, de ce fait, nous observons des rapports de force très éloignés d'un système d'obligations mutuelles, sans que la cohésion du groupe ne soit pour autant anéantie, or son travail ne met pas en valeur cette dimension (voire la rejette), il y a comme une occultation de « la loi du plus fort », occultation de ce que nous percevons comme une forme d'« état de nature » hobbesien, un « état » où la hiérarchisation s'effectue par une domination physique. La création d'une structure sociale hiérarchisée et régulée par des rapports de force d'ordre physique se trouve pourtant à la base des stratégies de carrière, de solidarité et d'alliance, et est d'autant plus inaccessible au chercheur que ce dernier se rapproche de la vision intellectualiste des univers scolastiques et de son incapacité à penser le corps en situation d'urgence (Bourdieu, 1997, pp. 198-200). En tant que « moderne », notre chercheur éprouve généralement une aversion pour l'expression trop visible de la hiérarchie (Dumont, 1966, pp. 13-35), principe d'égalité oblige, et/ou se focalise sur les effets structurels nécessitant une action politique corrective (volonté de déstigmatisation des plus démunis *via* l'incrimination - justifiée - des structures sociales). D'autre part, sur le plan méthodologique, il accède difficilement aux conflits internes (dissimulés pour ne pas être aggravés et/ou pour maintenir la cohésion du groupe face à « l'étranger »). P. Bourgois (2001) et I. Coutant (2005) évoquent, eux, l'autocensure inconsciente des ethnographes confrontés sur ce type de terrain à un « double bind » psychologiquement éprouvant : l'empathie nécessaire pour nouer la relation d'enquête, les liens affectifs qui s'établissent avec les enquêtés, portent à la cécité sur les « dynamiques négatives », une cécité renforcée par la peur de confirmer les stéréotypes médiatiques. De ce fait nous tendons à oublier que les espaces sociaux précarisés/marginalisés/stigmatisés sont, par nécessité, hautement concurrentiels (on y joue - ou on peut y jouer - son intégrité physique, son estime de soi, la sécurité de ses proches et de leurs biens...), à l'instar des groupes de jeunes ici étudiés. D'ailleurs, nous savons (Aquatias, Guenfoud, Khedim, Murard, 1997) que le « gratteur » et/ou le « taxeur », c'est à dire celui qui abuse des services qu'on veut bien lui rendre, constitue une figure à part entière dans les groupes de « jeunes de cité ». Le quotidien est constamment soumis à diverses formes de pénurie (par exemple : il manque toujours de l'argent et des véhicules pour que tous les copains puissent partir en « virée »). Compte tenu du peu de ressources matérielles disponibles, il se met en place des processus d'exclusion ou de marginalisation d'ordre temporaire (certains jeunes partent en « virée », d'autres restent « coincés dans la cité », etc.).

Reproches, menaces et bagarres surviennent assez facilement, suite au partage d'un sandwich par exemple. En conséquence, pour bénéficier de quelques ressources et ne pas user abusivement du recours à la force, il faut apprendre à ruser, à se disculper de manière convainquante :

*Momo (17 ans, de Paris sud) : « Tu crois que je n'ai pas grillé ton vice ? Hier soir, quand t'as fait style de rentrer chez toi, tu crois que je ne t'ai pas cramé après en train de redescendre pour bouger avec cet enfoiré de Stéphane ? On sait tous que vous aviez un plan traître ! »*

*Nordine (18 ans) : « Pour qui tu me prends ? Tu sais très bien que si j'avais pu, je vous aurais tous emmenés, mais y'avait qu'une voiture hier soir, celle de Stéphane, et y'avait déjà Malek, Brice et Le Gros à l'arrière ! On ne pouvait plus emmener personne et je savais que ça allait faire des histoires alors j'ai préféré ne pas vous foutre les boules. C'est pour ça, sinon, tu sais bien comment je suis ! Je t'ai assuré combien de plans (par le passé) ? »*

La déception de ceux qui sont laissés-pour-compte est visible. L'ennui se conjugue avec le sentiment d'être rejeté et mal-aimé, une mort symbolique qui rappelle l'inévitable mort physique (15). P. Bourdieu (1997, pp. 283-284) explique : « *Le monde social donne ce qu'il y a de plus rare, de la reconnaissance, de la considération, c'est à dire, tout simplement, de la raison d'être. [...] Dans toutes les distributions, l'une des plus inégales et, sans doute, en tout cas, la plus cruelle est la répartition du capital symbolique, c'est à dire de l'importance sociale et des raisons de vivre* ». Ainsi, si une bagarre éclate pour le partage d'un sandwich, c'est moins la faim que le sentiment d'abandon et de trahison qui en est la cause, d'où l'importance de la capacité à se dédouaner, et pour ça, à « embrouiller », à « jouer les vicieux ». Avoir du « vice », c'est être un expert des ruses pratiquées dans le milieu en question, c'est être capable de manipuler autrui, de jouer sur ses impressions. Cela se singularise par ce côté roublard qui va avec la débrouillardise née de la nécessité quasi permanente. En l'occurrence, nous constatons que Nordine fait référence à la pénurie et au pragmatisme qu'elle engendre (« *y'avait qu'une voiture hier soir, celle de Stéphane, et y'avait déjà Malek, Brice et Le Gros à l'arrière ! On pouvait plus emmener personne* »), il rappelle son envie constante de contribuer à la vie du groupe (« *Tu sais très bien que si j'avais pu, je vous aurais tous emmenés* »), puis se remémore tous les services rendus à celui qui l'incrimine (« *Je t'ai assuré combien de plans ?* »). Cette présentation « angélique » de soi est le fruit d'un long travail d'ajustement, grâce à la pratique de la justification, aux conseils des grands frères et des bons copains, ou grâce à la simple observation des normes et valeurs les plus influentes. Si la présentation mentionnée renvoie à des enjeux sans conséquences graves (par exemple l'évolution minimale de la popularité), elle peut aussi renvoyer à des enjeux

majeurs comme la permanence de l'intégration au groupe et/ou la sécurité physique de soi et/ou de ses proches (notamment lorsqu'il s'agit de rivalités délinquantes : vol de marchandises, dette non remboursée, débauchage d'un semi-grossiste ou d'un petit revendeur, détournement de la clientèle...).

Pour réduire le caractère conflictuel de la vie sociale, les jeunes étudiés sont donc amenés à se présenter de manière « angélique », à se montrer comme des bons camarades, incapables de réaliser les méfaits dont on les accuse, exemples classiques : abandons momentanés du groupe, vols entre copains, consommations ou utilisations abusives des ressources collectives (nourriture, boisson, drogue, véhicule, etc.).

Il faut savoir réfuter l'existence de rapports hiérarchiques, du moins lorsqu'il n'y a pas d'intérêt particulier à affirmer l'existence de ces rapports. Protégeant leur fierté, les jeunes les plus dominés préfèrent souvent taire les humiliations de leur position. Les leaders, eux, savent limiter la rancœur qu'ils produisent, notamment chez leurs principaux concurrents : il y a dissimulation car l'explicitation des rivalités pourrait déclencher des conflits voire une véritable scission du groupe. En conséquence, aucune relation verticale n'est parfois acceptée, toutes les relations sont dites d'égal à égal :

*Moi : « Dans le groupe, c'est Bruno le leader, non ? »*

*Marc (21 ans, de Marseille) : « Non : y'a pas de leader. »*

*Moi : « Mais pourtant dès qu'il propose un truc, ça devient le truc du groupe. Dès qu'il bouge, ça suit... »*

*Marc : « Ouais, c'est vrai, mais je ne vais pas dire que c'est mon chef ou quelque chose comme ça ! On est juste des potes. »*

Marc refuse de reconnaître publiquement un lien de soumission, nous touchons là à l'ethos populaire masculin des « jeunes de rue » (16). Le sentiment d'infériorité est suffisamment présent dans la vie quotidienne (face au pouvoir de l'argent, de la police, du système scolaire ou de la hiérarchie professionnelle) pour ne pas en rajouter. Cette forme « d'angélisme », dans ces conditions, sert à préserver la cohésion du groupe et/ou sa hiérarchie en dissimulant un minimum ses antagonismes, en ménageant la susceptibilité des subalternes et des concurrents, en laissant des « portes de sortie honorables » comme dit E. Goffman (1969) à propos du « jobard lésé ».

Pourtant la présence d'une hiérarchie est évidente (17), aussi il ne faut pas tirer de conclusions hâtives qui infirmeraient la présence de toute organisation hiérarchique, car, parallèlement, et à l'instar de la cour de Louis XIV, nous observons la production d'attitudes courtisanes *via* la focalisation sur un pouvoir central qui attribue du pouvoir, sous la forme de

la délégation de son propre pouvoir, comme l'explique le processus de civilisation des mœurs de N. Elias (1990). Ce pouvoir distribue des distinctions qui transforment les « jobards lésés » les plus méritants en « petits chefs » qui s'aménagent des espaces où ils s'imaginent à leur compte (Goffman, 1969). Cependant, n'imaginons pas non plus un pouvoir hyper-structuré, omnipotent, il y a toujours cohabitation avec un caractère aléatoire, conflictuel et anémique, ainsi qu'avec des dynamiques communautaires qui valorisent l'égalité fraternelle. Il s'agit en réalité de tentatives « d'enchantement » des rapports de domination (Bourdieu, 1980), des tentatives qui, en associant des rapports affectifs à des tentatives de brutalité, essaient d'assurer une domination ainsi que la longévité de cette domination. Dans le cas contraire, le leadership se maintient difficilement : des leaders de second plan profitent de l'impopularité du pouvoir en place. Il y a là un caractère « politique » (faible mais réel grâce à la force du nombre) où la question centrale est la gestion collective des rapports de domination.

Sur Paris sud, nous allons observer une configuration exceptionnelle où les deux principaux leaders (Grand Farouk et Aziz) réaffirment la hiérarchie du groupe tout en organisant une « porte de sortie honorable » à leurs « jobards lésés », selon un mode relatif aux circonstances et à la place de chacun :

L'enquête commence en mai 1998. Tous les « *jeunes de la cité* » y participent plus ou moins (ou prétendent y participer), mais le suspect se cache bien : si bien qu'il faut attendre trois mois pour découvrir que c'est Johnny, un « *petit* » de onze ans, qui a « *fait le coup* ». L'âge de l'incriminé est un choc : le respect des anciens se perdrait-il à ce point ? Johnny s'est faufilé à travers le trou d'aération d'un bâtiment, il a ainsi pu pénétrer dans le sous-sol, puis a trouvé dans le dédale des couloirs la cave abandonnée où Grand Farouk cache son butin. Il a subtilisé une « *savonnette* » (250 grammes de cannabis). Le malheureux s'est un peu trop vanté auprès d'amis de son âge, et ses achats récents (vêtements, vélo) ne plaident pas en sa faveur. Avec l'émulation créée par le système hiérarchique étudié, ces informations sont parvenues jusqu'aux oreilles de Grand Farouk. Le coupable identifié, il faut donc agir et donner une réponse publique qui fasse exemple. Les plus grands délinquants se rassemblent devant une table de ping-pong. Leurs pairs suivent et s'agglutinent autour d'eux, les plus jeunes convergent à leur demande. Cette affaire nécessite une sorte de « tribunal populaire ». Mustapha part chercher Johnny à la sortie du collège. Entre-temps, intrigué, je sors de chez moi et me dirige vers l'attroupement. Mustapha ramène le petit voleur en le tenant par la main. Grand Farouk lui ordonne de s'asseoir sur la table de ping-pong en lui adressant des claques sèches, puis il délègue (il arrête de parler et se met en retrait). Quelques-uns de ses lieutenants (lésés ou non par l'affaire) qui attendent l'occasion d'occuper le devant de la



scène, entrent en piste. Certains semblent avoir une certaine tendresse pour Johnny, ils sont tristes et embêtés, d'autres le giflent, le sermonnent (« *on n'vole pas les mecs de sa cité, si tu n'respectes pas ça...* ») et paradent avec jubilation devant le groupe tels des acteurs de théâtre en représentation. Quelques passants regardent du coin de l'œil, les jeunes les ignorent royalement. Johnny baisse les yeux et reste silencieux. Grand Farouk reprend la parole. Il promet à Johnny une longue suite de tracas pendant les six prochains mois, puis lui conseille de rentrer chez lui et d'y rester (Johnny, d'habitude, est « toujours » dehors : « *être dedans c'est être puni* » m'a-t-il dit). Initiateur de cette réunion, Grand Farouk y met un terme et disperse l'attroupement. Un débat s'organise à quelques mètres de la table de ping-pong. Les plus âgés (notamment les plus délinquants, les plus « *chauds* ») se posent des questions. Brice se dit inquiet : les plus jeunes fréquentent trop les plus vieux, ils apprennent trop rapidement les « *vices de la cité* ». Aziz fait remarquer que s'ils sont trop sévèrement punis et écartés, ils vont chercher ailleurs de quoi se faire un peu d'argent et deviendront des concurrents. Son argumentation s'impose.

« L'affaire Johnny » montre la subtilité avec laquelle les « *leaders-dealers* » peuvent exercer leur pouvoir. Sur tous les terrains d'enquête, ils procèdent de temps en temps à des redistributions de richesses (dépenses démonstratives), car elles assurent une assise populaire *via* l'enchantement du rapport de domination. Offrir « *sa tournée* », prêter un scooter, solder des produits stupéfiants ou des produits volés, donner des petits morceaux de cannabis à des fumeurs qui « *galèrent* », telles sont les pratiques. Du fait de la paupérisation des cités étudiées (18), il faut « *faire rentrer l'argent (dans la cité)* », ramener et vendre à bas prix des signes extérieurs de richesse (scooters, montres, téléphones portables, vêtements de marque...) (19). Le groupe de rap de Paris sud, la « *Mafia du Mic* », chante : « *Les p'tits r'gardent les grands faire rentrer les ronds / faut faire rentrer les ronds / parce qu'ici ça tourne plus rond / ça tourne en rond* ». Les grands délinquants sont loués lorsqu'ils réalisent ce genre d'opération. Néanmoins, rappelons-le, ce n'est pas « le quartier » qui « *attend les ronds* » (à l'échelle de l'ensemble de la population résidente, l'économie parallèle ne vaut pas l'influx de revenus provenant des transferts sociaux et des salaires), ni même les jeunes qui habitent la cité (il y a néanmoins des exceptions : certains achètent des produits « *tombés du camion* »), mais les « *jeunes de la cité* », et parmi eux, ceux qui sont « toujours » dehors, sans emploi et sans argent.

Le débat entre organisation et désorganisation sociales renvoie en partie au balancement incessant entre populisme et misérabilisme constaté par C. Grignon et J-C. Passeron (1989). L'opposition a été pointée (Guth, 1996) au sein de « l'Ecole » de Chicago

entre W.F. Whyte (1995) et les tenants du concept de désorganisation sociale comme W.I. Thomas et F. Znaniecki (1918). En caricaturant la position de chacun, on peut dire que W.F. Whyte réfute l'omniprésence du concept de désorganisation sociale en pensant que ce dernier est par trop le reflet d'un jugement misérabiliste provenant des classes supérieures, même si W.I. Thomas et F. Znaniecki nuancent leurs propos en expliquant que les communautés déracinées tendent à s'organiser. Plus près de nous, on trouve le même style d'opposition (et le même ordre chronologique) entre F. Dubet et D. Lapeyronnie (1992) d'un côté, et D. Lepoutre (1997) de l'autre, des auteurs dont les travaux sont considérés à juste titre comme des classiques de la sociologie sur les « *jeunes de cité* ». Parallèlement, S. Paugam (1996, pp. 572-573) précise que le relâchement des liens sociaux ne signifie pas une passivité totale de la part de ceux qui subissent le plus ce relâchement, mais il nous invite à ne pas surestimer leurs recompositions sociales et identitaires éventuelles.

## **5) Des modes d'association et de dissociation différenciés en fonction des terrains d'enquête**

Les différentes dynamiques qui permettent au groupe de survivre en tant que groupe n'ont pas la même intensité sur tous les terrains. Nous allons analyser cette complexité à travers quatre prismes : 1) le niveau de ségrégation et les luttes collectives contre le stigmatisme qu'il engendre ; 2) le niveau de structuration de l'économie délinquante ; 3) le degré de rivalité envers les jeunes issus des cités environnantes ; 4) Le degré de diversité des pôles de spécialisation internes au groupe « *jeunes de la cité* ».

### a) La ségrégation et les luttes collectives contre le stigmatisme

La ségrégation socio-spatiale entraîne la stigmatisation des territoires marginalisés, et, en réaction, des luttes collectives qui ont pour objet le retournement du stigmatisme. Ces luttes collectives ne prennent néanmoins pas la même importance sur les différents terrains d'enquête.

Sur Paris sud, la cité est entourée de zones pavillonnaires qui abritent parfois de splendides propriétés. Il y a, en conséquence, une frontière sociale bien marquée. Tout est fait pour maintenir les jeunes « *de cité* » sur leur territoire. Le patron du café implanté au milieu d'une des zones pavillonnaires a ainsi supprimé tous les jeux qui pouvaient attirer la clientèle « *jeunes de cité* » : le baby-foot et les flippers ont été retirés pour « tranquilliser » les

lieux. Les jeunes de Paris sud sont unanimes pour décrire un environnement extérieur où ils sentent très vite qu'ils ne sont pas les bienvenus. Regards inquiets, mesquineries et réflexions les agacent profondément. Un jeune raconte au reste du groupe :

*« J'étais obligé d'aller au café des bourgeois pour acheter Le Parisien, car y'en avait plus au café de la cité. Je me pointe, et le gars a mis une heure à me servir. Je lui dis : « Oh je suis transparent ou quoi ? » Vous savez ce qu'il me dit : « c'est pas ton tour, tu dois faire la queue comme tout le monde, c'est pas le Bronx ici ! » La vérité ça se voyait qu'il voulait pas voir ma gueule dans son café ! »*

Ce genre de mésaventure est réappropriée par le groupe de copains, qui console, évoque ses expériences et s'emploie à stigmatiser les personnes qui le stigmatisent (qui sont dites racistes, fourbes, lâches, avarés, paranoïaques...). Le groupe développe ainsi un sentiment d'interdépendance, il cherche à opposer un front uni et réassure par ce biais ses solidarités internes. Plus il y a d'événements de ce type, plus la lutte collective contre le stigmate devient un enjeu central, une dynamique majeure de la cohésion des « *jeunes de la cité* ».

Sur Marseille, la situation est légèrement différente, la ségrégation socio-spatiale est moins nette. Nous sommes dans une ville dont l'identité a été en partie construite sur l'immigration et l'ethos populaire. Autour du quartier étudié, il y a d'autres cités et des zones pavillonnaires modestes, il y a également beaucoup de cafés où les jeunes sont accueillis comme des clients parmi d'autres (l'ambiance populaire se ressent d'ailleurs jusqu'au centre ville, mais la situation change petit à petit : rénovation et embourgeoisement du centre-ville). L'important tissu associatif local crée également du lien entre les quartiers. Karim, 22 ans, prend la parole :

*« Moi je vais soit au café du quartier, soit au café qui est un peu plus loin, plus au sud. J'aime bien l'ambiance là-bas, c'est relax, le patron a toujours un mot gentil, il blague. Je l'aime bien. Parfois je passe comme ça, même pas je consomme, et lui il me paye un petit café si il est de bonne humeur. C'est un mec bien ! Il a monté une association, le samedi, il fait des tournois de baby-foot, avec des coupes à gagner. Le dimanche, il s'occupe de l'entraînement des juniors dans un club de foot du coin où il y a aussi des gamins de notre quartier. Avec tout ça, il connaît tout le monde à cinq kilomètres à la ronde ! »*

Sur Paris sud, la cité est une entité très distincte de son environnement et le tissu associatif ne contrecarre pas cette réalité. Il y a une rupture que nous ne retrouvons pas avec la même intensité sur le terrain marseillais, où l'identité « *jeunes du quartier* » est aspirée dans des ensembles plus larges : les environs, les quartiers nord, voire Marseille. De ce fait, la lutte

collective contre le stigmaté est une dynamique plus visible sur Paris sud, la ségrégation réciproque (Robert, Lascoumes, 1974) y est plus accentuée. Le collège qui sectorise les jeunes étudiés en est un symbole fort. Son Principal est connu pour sa brutalité physique et verbale, il s'est d'ailleurs déjà présenté aux élections municipales sur une liste affiliée Front National. Chaque génération de « *jeunes de la cité* » lui a voué une haine farouche : uriner sur la porte de son bureau, crever ses roues de voiture, caillasser ses fenêtres, sont autant de pratiques qui ont renforcé le climat tendu qui règne dans ce collège, avec d'un côté les « *jeunes de la cité* » et de l'autre « *les adultes du collège* ».

Sur Marseille et Paris nord, les collèges des environs ne sont pas dans une situation aussi extrême et la ségrégation réciproque se brouille plus aisément. David, 21 ans de Paris nord, raconte :

*« Au collège, il y avait quelques bons profs. Ils habitaient en cité et ils n'avaient pas la haine contre les jeunes. Donc on les aimait bien. On les écoutait. Moi, je me souviens d'une prof de français que je ne voulais pas décevoir. Alors je ne me mettais pas au fond de la classe avec les copains du quartier qui foutent le bordel. Je me mettais dans les premiers rangs, même si après je me faisais charrier, je préférais comme ça. Des fois, ça fait du bien de ne pas être toujours avec les potes, de rencontrer d'autres gens, de faire autre chose, d'être différent. »*

Si la ségrégation est un des moteurs de la cohésion du groupe, elle peut aussi produire des formes d'individualisme, avec des jeunes qui se désolidarisent de leurs copains pour saisir une opportunité. Hicham, 23 ans, de Paris sud, témoigne :

*« Quand j'étais au collège, j'avais des bons plans avec des petites bourges (bourgeoises) qui habitent en pavillon, des fêtes d'anniversaire. Mais ici c'est le grand écart entre le monde de la cité et le monde des pavillons. Donc je ne pouvais incruster personne (aucun copain de la cité), sinon j'aurais perdu mes plans. J'étais obligé de faire le traître, de faire des plans de traître. Je n'en parlais à personne (à personne de la cité) et je bougeais discret. Là-bas je faisais style que je n'étais pas comme les mecs de cité. Le truc, c'est que des potes ont été au courant, après, ils ne me parlaient plus, ils disaient que j'étais un traître, que j'avais trahi la cité pour aller chez les bourges ! »*

Comme l'expliquait précédemment E. Goffman (1975, p. 52) : « *Avec cette ambivalence qui imprègne l'attachement de l'individu pour sa catégorie stigmatique, on conçoit que ce n'est pas toujours sans vacillation qu'il la soutient, s'y identifie et y participe.* »

b) Associations et dissociations générées par l'économie délinquante

Le terrain marseillais est caractérisé par des interdépendances micro-sociétares (liées à la division du travail générée par la structuration de l'économie délinquante) sans commune mesure avec les deux terrains parisiens. Il est vrai que Marseille est une ville connue pour sa compétence en matière de trafic : l'influence et la cohésion de son « *milieu criminel* » sont célèbres (Pierrat, 2003), son port et ses docks sont depuis toujours le lieu idéal pour des échanges illicites et des vols de fret, son histoire est marquée par des filières aux exploits retentissants (la « French Connexion »...). Autrement dit, les meilleurs délinquants issus des cités HLM ont, plus que dans beaucoup d'autres endroits, la possibilité de faire carrière dans le grand banditisme (entrer en relation avec des fournisseurs expérimentés et bien organisés, bénéficier de leurs savoir-faire et de leurs contacts...).

Parallèlement, l'importance numérique des « *jeunes du quartier* » n'est pas la même sur mes différents terrains d'enquête. Le groupe marseillais se singularise par sa taille supérieure. Plus une cité compte d'habitants, plus les jeunes dans la rue sont nombreux, et plus l'économie délinquante élaborée par ces derniers possède une surface commerciale de grande envergure. Le deal, comme tous les commerces, nécessite une base relationnelle aussi large que possible. Il faut donc se connecter à des réseaux lointains qui créent des ponts vers de nouveaux réseaux de vente : comme l'explique M. Granovetter (1973), il s'agit là de la force des liens faibles. Pour nouer ces liens, la mobilité est un atout primordial. Plus il y a de dealers, plus il y a de réseaux (chaque dealer veillant à les développer), et plus les bénéfices sont élevés pour ceux qui approvisionnent le groupe. Les capacités « d'exportation » d'un dealer renforcent les interdépendances micro-sociétares, car chaque « exportation » bénéficie en réalité à toute une chaîne de fournisseurs. Les fournisseurs encouragent donc leurs clients à développer leurs réseaux extérieurs au groupe « *jeunes du quartier* ». Il faut conquérir de nouveaux marchés. Inversement, plus la compétitivité de l'offre est forte, et plus la croissance des « exportations » est assurée pour les petits distributeurs : les « leaders-dealers » concernés offrent un rapport qualité/quantité/prix si compétitif, que de nombreux intermédiaires peuvent prendre une marge tout en contentant leurs clients. Un cannabis compétitif voyage loin.

Cette situation explique l'attractivité nettement supérieure de l'économie délinquante du terrain marseillais. Le volume financier du trafic de cannabis est plus important que sur les autres sites d'enquête et l'organisation délinquante y est plus structurée. Au sein de la classe d'âge adolescente, la bande de « *la Corpo* » forme de ce fait un « pôle délinquant » beaucoup plus attractif et performant que ceux des autres terrains d'enquête. Des jeunes qui évoluent à la marge de « *la Corpo* », et qui sont à un moment déstabilisés par un événement, peuvent ainsi décider de s'engager dans une carrière délinquante qui prend rapidement une dimension

entreprenariale, du fait des bénéfices engendrés par leur activité. Le parcours de Joseph (16 ans) en témoigne. Bernard (22 ans, mon « informateur-médiateur ») expose sa trajectoire :

*« Lui (Joseph), il a vraiment changé depuis que ses parents ont divorcé. Maintenant il est à fond dans le délire du quartier et il lâche les cours. On dirait que ça l'a déboussolé, mais il te dira rien. Il n'aime pas en parler. Mais nous on le sait, et on a vu comment il a changé. C'est depuis ce temps là qu'il est appelé Le Louche. En plus, tu sais avec qui il traîne (« La Corpo ») ? Avant, c'était un fils à papa, et puis l'argent lui est monté à la tête, la réputation aussi. Ici, si tu veux, tu peux vraiment devenir un dealer qui fait des sous, parce que le business tourne bien ! Ce n'est pas la même chose partout ! »*

Une fois lancé dans cette direction, Joseph est devenu un « pilier » du groupe des « jeunes du quartier », car il doit sans cesse surveiller la concurrence, récupérer de l'argent ou de la marchandise, se tenir informé des évolutions du marché local, défendre ses réseaux d'approvisionnement ou de clientèle. Sur le terrain marseillais, la compétitivité de l'organisation économique permet au moindre dealer de s'accaparer le premier marché rencontré (copains du lycée, du club sportif...), de gagner de l'argent, de se sentir important...

Sur Paris nord, la situation est radicalement différente : la compétitivité de la structure délinquante locale est faible, la concurrence des autres jeunes issus des cités des alentours est forte. La force centripète représentée par l'inscription dans une carrière délinquante est donc affaiblie. Anthony, 21 ans, m'explique :

*« L'année dernière, j'étais au chômage, je commençais à traîner dehors en permanence, j'étais de plus en plus dans le vice de la cité. Je commençais à vendre du shit, ce genre de truc. Mais bon, j'ai vite arrêté, c'est dur de se faire de l'argent, parce que nous, notre cité, on n'est pas OP (opérationnels). Y'a que des amateurs ici, ça ne va pas bien loin, sauf si tu contrôles le truc, mais tout le monde ne peut pas être big boss. Alors j'ai lâché l'affaire, et en fait, c'est mieux comme ça, ça m'a remis dans le droit chemin, je me suis mis à fond dans ma recherche de taf (travail) et j'ai fini par trouver quelque chose, même si ce n'est pas terrible, je suis content de ne pas avoir plongé dans le vice de la cité. Maintenant, je commence même à prendre mes distance, je fais ma vie, je traîne moins dehors. Mais à une époque, j'aurais pu me faire aspirer par la rue si le business avait cartonné (fonctionné). »*

Si une économie délinquante compétitive tend à être un des ciments de la cohésion du groupe, elle provoque aussi des conflits qui portent sur la distribution des rôles et des bénéfices, et, de ce fait, crée parfois un affaiblissement de la cohésion interne. Nous retombons là sur le balancement entre solidarité et rivalité.

Il est difficile de faire sa place dans le « business ». « Pour faire d'la tune dans l'biz, faut être respecté, sinon tu t'fais niquer ! » dit Steven (22 ans, de Paris nord). Sur mes

terrains, les délinquants confirmés sont tous détenteurs d'une réputation intimidante. « *L'argent sale* » n'a pas d'existence légale, il est à celui qui le prend. Inspirer la crainte est donc un atout professionnel de premier plan. L'importance du marché des crédits (liée à la conjugaison de la précarité économique, de l'interconnaissance et du trafic) ainsi que les rapports de force qui se produisent lors des transactions, n'offrent pas d'autre alternative. Ils imposent l'acquisition d'une « image de marque » capable d'intimider les débiteurs surendettés (souvent auprès de divers fournisseurs), car la hiérarchisation des dettes est un travail permanent pour les pauvres économiques, comme le constatent J-F. Laé et N. Murard (1985). La rentabilité du « *business* » dépend de la capacité de coercition du dealer.

En conséquence, si l'économie délinquante du terrain marseillais produit de la cohésion, elle entraîne aussi la formation de clans et de rivalités, avec des jeunes qui ne parlent plus à d'autres jeunes, les évitent ou les agressent. Bernard (22 ans, mon informateur-médiateur) raconte :

*« Y'a des quartiers où les mecs sont tranquilles, mais ici, avec le business qui tourne bien, y'a trop de rivalités, de jalousies, y'a des clans qui se forment et ça fout en l'air la bonne ambiance du quartier. La solidarité fout le camp avec le nombre de zéros. Tu vois des potes d'enfance qui finissent par se détester, ça fait mal au cœur. »*

Parallèlement, comme nous l'avons dit, la mobilité est un avantage majeur pour élaborer une carrière délinquante : il faut explorer de nouveaux marchés et donc s'extraire du quartier. Les bénéfices du trafic permettent également d'accéder à une plus grande mobilité, *via* l'acquisition de moyens de locomotion et *via* une consommation de plus en plus importante (vacances à l'étranger, sorties en discothèque...). Ainsi, des jeunes qui profitent d'une économie locale structurée réduisent leur présence dans les rues du quartier au strict nécessaire. Trop heureux de ne plus être des « *hittistes* » (expression arabe qui signifie : « ceux qui tiennent les murs »), ils naviguent entre leurs différents contacts et prennent du bon temps. Le surnom « *Ghost* » (fantôme en anglais) est utilisé pour stigmatiser ce comportement qui fragilise la cohésion du groupe.

c) La rivalité face aux jeunes issus des cités environnantes : un facteur de cohésion et de dissociation

Sur les terrains parisiens, il existe des formes violentes de compétition entre les jeunes étudiés et les jeunes des cités environnantes. Cette situation est peut-être liée à l'absence de référent commun : c'est à dire à l'absence d'une identité locale autre que celle de la cité (à

l'inverse de ce que nous observons sur Marseille). Les affrontements collectifs, les « descentes » (invasion temporaire du territoire ennemi, rixes) et les guet-apens (embuscades généralement tendues dans les centres commerciaux, les gares et les restaurants de la « junk food » les plus proches), sans être omniprésents, se produisent assez régulièrement. Sur Paris sud, la gare RER, proche d'une grande cité HLM, est le théâtre de ces duels du regard (pour une analyse psychologique des regards échangés, voir : Lesourd, 1998). Les « jeunes d'la cité d'la gare » se sont comme appropriés l'endroit, ils y traînent en permanence et défient les passants, ce que supportent très mal les « jeunes des autres cités » de la ville, notamment les plus bagarreurs. « Traiter avec les yeux », « faire baisser les yeux », telles sont les rivalités qui se jouent sous la forme de duels d'intimidation.

Ces conflits entre jeunes de différentes cités sont parfois reliés à des intérêts économiques relativement puissants comme le contrôle du marché local de cannabis (qui se chiffre au minimum en dizaines de milliers d'euros par mois). Sur Paris nord, dans une cité située non loin de la cité étudiée, un jeune dealer a été tué par un « drive by shooting » (tires effectués depuis une voiture). La rancœur est telle, que les « homologues d'en face » deviennent le centre primordial d'intérêt. Dans ce type de configuration, le chômage, l'alcoolisme et la mésestime de soi, etc., ne « tuent » pas aussi rapidement que la haine des « jeunes des cités » rivales (20). P. Bourdieu (1997, p. 335) : « *Et l'illusion populiste qui se nourrit aujourd'hui d'une rhétorique simpliste de la « résistance », porte à ignorer un des effets les plus tragiques de la condition des dominés, l'inclination à la violence qu'engendre l'exposition précoce et continue à la violence : il y a une loi de conservation de la violence, et toutes les recherches médicales, sociologiques et psychologiques attestent que le fait d'être soumis à des mauvais traitements dans son enfance [...] est significativement lié à des chances accrues d'exercer à son tour la violence sur les autres (et souvent sur ses propres compagnons d'infortune), à travers crimes, vols, viols, voire attentats, et aussi sur soi-même, avec l'alcoolisme ou la toxicomanie notamment* » (la « résistance » précitée n'est simpliste que si elle ne s'articule pas avec cette *loi de conservation*).

Du fait de ces rivalités, il y a une cohésion du groupe de Paris sud et de Paris nord organisée sur la base d'un besoin de solidarité guerrière. Il faut défendre la réputation de la cité pour être en position de force : que cela soit dans les établissements scolaires des environs, dans les transports en commun et les centres commerciaux.... Autrement dit, il y a une nécessité guerrière : il faut être soudé pour bénéficier de la force du nombre, dans le cas contraire, chacun est fragilisé et doit baisser les yeux lorsqu'il croise des jeunes d'une autre cité qui, eux, opposent un front uni : si l'un d'entre eux est agressé, il y a automatiquement



une réaction collective. Il se forme ainsi un besoin de protection physique mutuelle qui crée une forme de « chaude » solidarité (enterrement - temporaire - des contentieux internes) face au « froid » d'un environnement jugé hostile.

En ce sens, la violence n'est pas que le symbole d'une situation caractérisée par l'anomie, elle est parallèlement créatrice de réseaux de défense et d'attaque : elle génère du lien social *via* l'importance cruciale de la force du nombre.

Mais lorsque cette obligation de protection mutuelle n'est pas assumée, ou pas suffisamment assumée, la cohésion du groupe est amoindrie : certains jeunes abandonnent alors leurs responsabilités collectives et élèvent leur niveau d'individualisme. Brice, 22 ans, de Paris sud, se plaint du manque d'unité :

*« Ici y'a trop de fils à papa, ils rentrent chez eux quand ça commence à chauffer. Comment tu veux qu'on soit respectés ? On passe pour une cité bidon, la réputation du quartier, elle vaut plus rien depuis qu'on a été mis à l'amende par la cité d'la gare ! On est obligé de baisser les yeux ! C'est la honte. Moi, j'ai toujours été au charbon quand y'avait un problème. Mais je vais pas continuer comme ça si derrière ça ne suit pas. Je vais pas prendre tous les risques pour des bouffons qui se pissent dessus. Moi, je me tape même si ça pue l'hospitalisation, mais il faut que ça soit la même chose pour tout le monde. Dès qu'un pote se fait embrouiller, il faut que tout le monde bouge, sinon ça sert à rien. Moi c'est fini, si machin ou machin se fait dépouiller ou quoi, vaut mieux qu'il ne vienne pas me chercher, parce que je lui dirais de rentrer chez sa mère, je lui dirais : « mais où t'étais quand la cité d'la gare est descendue ? ». C'est chacun pour soi puisqu'il n'y a pas d'unité, et tout le monde va comprendre sa douleur ! Y'a que comme ça qui vont comprendre pourquoi on doit défendre le quartier. »*

Sur Paris nord, la situation est encore plus radicale, car du fait de la petite taille de la cité et du groupe « *jeunes de la cité* », le rapport de force est particulièrement déséquilibré. Aussi les jeunes de cette cité ont du mal à être fiers de « *leur* » cité et la plupart sait qu'il ne faut pas compter sur les « *copains du quartier* » en cas de conflit avec des jeunes issus des grandes cités des alentours. L'individualisme tend à être la règle dans de nombreuses situations conflictuelles, y compris avec les patrouilles de police. A l'inverse, sur Marseille ou Paris sud, les jeunes ont souvent les moyens d'intimider les forces de l'ordre : ils opposent un front uni et tirent de ces « exploits » une cohésion sociale (21), ils sont fiers d'être membres d'un groupe capable de repousser le bras armé de l'Etat.

d) La diversité des pôles de socialisation internes au groupe « *jeunes de la cité* » : une richesse attractive ou une diversité anomique ?

Sur Marseille et Paris sud, l'importance numérique du groupe « *jeunes de la cité* » tend à produire de nombreux pôles de spécialisation. Nous trouvons ainsi, au sein d'une même classe d'âge, une bande plus ou moins spécialisée dans la délinquance d'acquisition, une autre dans les pratiques sportives ou dans la consommation de drogues. Plus nous constatons de spécialisations, plus le volume des savoir-faire disponibles au sein du groupe « *jeunes de la cité* » augmente : chaque bande détient des savoir-faire propres à l'activité qui lui est plus particulièrement habituelle. La richesse et la diversité de ces spécialisations déterminent l'attractivité du groupe « *jeunes de la cité* ». A l'inverse, plus les spécialisations sont minimales, plus certains jeunes vont être amenés à quitter leur cité pour satisfaire leurs besoins. Par exemple, Majid (24 ans, de Paris sud), rappeur de la « *Mafia du Mic* », se rend dans des studios d'enregistrement et fréquente des rappeurs parisiens ou issus d'autres cités HLM de la banlieue sud. D'une certaine façon, il se distancie de ses copains de la cité tout en continuant de baigner en permanence dans l'univers « *jeunes de cité* », via le milieu du rap. Cet éloignement était la condition *sine que non* de son ascension artistique, il explique :

*« Y'a des cités, comme la cité d'la gare, où les mecs sont organisés, y'a beaucoup de rappeurs, ils se sont organisés en collectif et ont monté un petit studio, ils ont des contacts avec le business du rap. Si j'étais de cette cité, c'est clair que je décollerais pas du quartier, parce qu'il y a tout ce qu'il faut pour s'auto-produire. Mais ici, on est que trois à être à fond dans le délire rap. Donc je suis obligé de sortir du quartier, de me bouger pour trouver des contacts avec qui je peux progresser, enregistrer etc. »*

Sur Paris nord, la taille du groupe est tellement restreinte que « bande » et « classe d'âge » ne font qu'un. Il y a uniquement une spécialisation générationnelle : le groupe des enfants, celui des adolescents et celui des « *grands* », c'est à dire le groupe des jeunes adultes. Que cela soit au niveau de la délinquance, de l'expression artistique, de la pratique sportive ou de la consommation de drogues, le niveau de spécialisation est si bas qu'il rend nécessaire la mobilité. Steven, 25 ans, de Paris nord, témoigne :

*« J'ai rencontré des gars qui cherchaient de la c-c (cocaïne), mais dans la cité on ne fait pas ça, c'est trop chaud comme business, on n'a pas les contacts, donc j'ai commencé à chercher ailleurs, j'ai rencontré des gars de la ville X (ville voisine) et j'ai commencé à traîner avec eux, c'est eux qui me fournissaient, moi je faisais que revendre. Je faisais bien du gent-ar (argent) à cette époque. Du coup, j'étais plus trop dans le quartier et les autres me traitaient de lâcheur. Mais je leur ai dits : « comment je peux faire du business avec vous, y'a rien dans la cité, faut bien que je me fasse des plans, alors je suis désolé mais je vais pas glander toute la journée. Moi je bouge ! »*

Comme ces exemples le montrent, l'attractivité et la cohésion du groupe « *jeunes de la cité* » sont dépendants de la qualité des pôles de spécialisation mis en place. Néanmoins, la multiplication des pôles peut aussi produire un éclatement, avec la formation de clans qui passent leur temps à se distinguer les uns des autres.

Exemple marseillais :

Les « *Dogs Brothers* » (ou « *D.B* » en sigle) est une bande composée d'une dizaine d'adolescents qui s'est formée autour de l'activité footballistique. Le « *playground* » du quartier sert systématiquement de point de rencontre. La « *D.B* » représente un pôle de socialisation où les pratiques addictives et délinquantes sont limitées à l'expérimentation. Elle s'oppose implicitement aux deux autres bandes de la même classe d'âge et s'en tient un peu à l'écart, privilégiant ses relations avec « *les petits frères* » (c'est un travail de prévention selon les « *Dogs Brothers* »). La « *D.B* » représente de ce fait un espace quasi autonome à l'intérieur du groupe des « *jeunes du quartier* », et à cause de cette politique, elle est parfois stigmatisée et rejetée.

La diversité des pôles de spécialisation peut ainsi être la cause d'une forme d'anomie et fragiliser le grand édifice social que représente le groupe « *jeunes de la cité* ».

## 6) Conclusion

Le chercheur qui s'intéresse aux « *jeunes de cité* » doit éviter plusieurs écueils.

Premièrement, il faut délimiter cette population pour éviter les amalgames faciles entretenus par les stéréotypes médiatiques. La population juvénile qui réside dans les cités est loin d'être homogène et des logiques de distinction séparent les jeunes qui s'ancrent sur l'espace public de leur zone d'habitation de ceux qui l'évitent autant que possible. Si la pauvreté n'explique pas tout, elle est néanmoins un critère majeur de différenciation entre les uns et les autres car elle tend à déterminer le niveau d'enclavement sur l'espace public de la zone d'habitation.

Deuxièmement, il est aussi nécessaire de montrer l'hétérogénéité du groupe qui se reconnaît dans la terminologie « *de la cité* » ainsi que les balancements incessants entre rivalités et solidarités qui animent les interactions au sein du groupe. Ces balancements rendent difficile une qualification précise de la vie sociale : celle-ci oscille entre des résistances collectives et la *loi de conservation de la violence* précédemment citée. Il y a une ambivalence fondamentale des jeunes vis-à-vis de la cité, tantôt présentée et vécue comme un espace « communautaire » de protection et de solidarité face à un environnement extérieur

jugé oppressif, tantôt présentée et vécue comme une société brutale et « sauvage » dont il faut se détacher au plus vite. Dans le second cas, nous devons comprendre que la violence n'est pas uniquement source et synonyme d'anomie, elle est aussi (quelque soit l'échelle sociale de référence ai-je envie de dire : des grands conflits internationaux jusqu'à la vie quotidienne d'un SDF) créatrice de réseaux de défense et d'attaque : elle génère du lien social *via* l'importance cruciale de la force du nombre.

Cette ambivalence fondamentale se reflète dans les forces centrifuges et centripètes qui déterminent l'existence des groupes étudiés. Ces forces sont d'abord liées à des déterminismes structurels (chômage, déstabilisation des familles les plus exposées à la précarité socio-économique, disqualification du système scolaire (22), etc.), puis à l'environnement local (tissu associatif, politique pédagogique des établissements scolaires des environs (23), intensité locale de la ségrégation urbaine, esprit de clan provoqué par les rixes inter-cités...) et aux dynamiques internes des groupes étudiés (développement de l'économie délinquante, structuration de luttes collectives contre le stigmat, diversité des pôles de spécialisation, degré de résistance face au « harcèlement » policier...), des dynamiques qui possèdent une part d'autonomie relative. Une autonomie relative dans le sens où il y a toujours un lien avec les déterminismes structurels et l'environnement local : la structuration de l'économie délinquante est par exemple liée à la précarité socio-économique des milieux populaires et aux possibilités d'association avec des réseaux de trafic extérieurs au type de groupe ici étudié.

Cet ensemble de forces se retrouve à des degrés divers sur tous les terrains d'enquête et façonne les modes d'association et de dissociation propres aux « *jeunes de cité* ».

## 7) Notes

1) Sur les « *blousons noirs* » des années 60, voir : Monod, 1968 ; Mauger, Fossé-Poliak, 1983. Sur les « *apaches* » du début du 20<sup>ème</sup> siècle, voir M. Perrot (1979).

2) Les « *jeunes de cité* » forment la troisième figure emblématique du 20<sup>ème</sup> siècle vis-à-vis des bandes délinquantes juvéniles et populaires en milieu urbain, et la première du 21<sup>ème</sup> siècle. Au sujet des dérives fantasmatiques et de la stigmatisation qu'elles engendrent, voir : Mucchielli, 2002a.

3) L'anonymat a été adopté pour éviter la stigmatisation des quartiers concernés par l'enquête et pour garantir une protection aux jeunes les plus engagés dans une carrière délinquante. Le

terme *alias* est utilisé pour signifier l'existence de surnoms, des surnoms que s'attribuent les jeunes étudiés (légèrement modifiés pour garder une cohérence avec l'anonymat précité).

4) Pour une analyse de l'univers familial des plus grands délinquants « *de cité* », voir : Guenfoud, 2003.

5) Pour une critique de cette approche sociologique classique (centrée sur un domaine de l'existence), voir : Lahire, 1998. L'auteur reconnaît néanmoins qu'il s'agit d'une contrainte liée à la faisabilité des enquêtes et pas uniquement d'un problème d'ordre théorique.

6) J'entends par là l'espace ouvert à tous, ou presque ouvert à tous, non d'un point de vue juridique ou philosophique, mais d'un point de vue pratique. Cet espace est constitué par les pelouses et les rues de la cité, les halls d'immeuble, voire le café et le centre social de la cité...

7) Sur les relations parents/enfants, on lira par exemple : Mucchielli, 2000 ; Sayad, 1991 (« Les enfants illégitimes », pp. 185-258) ; Murard, 2000.

8) Pour une analyse des conséquences de la précarité professionnelle sur le rapport au futur, voir : Pialoux, 1979.

9) Il faut noter que la jeunesse, et notamment l'adolescence, commence de manière précoce et intense dans les milieux étudiés : la révolte contre le père, l'affaiblissement de l'autorité parentale, les premières expériences sexuelles et les différentes transgressions de l'interdit (consommations de stupéfiants...) sont parfois présents dès 10/13 ans.

10) Ces codes ont un caractère spécifique à mes terrains d'enquête (surnoms divers, salutations codées renvoyant à l'appartenance au groupe), mais sont aussi typiques des « *jeunes de cité* » (principe de la salutation codée...). Plus ils se diffusent, notamment vers les zones pavillonnaires des alentours où une partie de la jeunesse est prise dans une forme de mimétisme vis-à-vis des « *jeunes de cité* » (sans les fréquenter ou en les fréquentant peu), plus il est nécessaire de les faire évoluer. Aux Etats-Unis, le langage marketing utilise le terme « *street credibility* » pour décrire cette situation qui témoigne de l'ambivalence du rapport entre « la marge et le centre », avec un phénomène d'attraction/répulsion particulièrement visible à l'adolescence.

11) En retraçant l'histoire des ghettos juifs jusqu'au début du 20<sup>ème</sup> siècle, le travail de L. Wirth (1980) montre bien le point suivant : c'est en cherchant à se défendre contre les atteintes extérieures que la communauté juive a été capable d'agir dans un climat de relative unanimité.

12) Voir la dynamique de « ségrégation réciproque » exposée par Ph. Robert et P. Lascoumes (1974) au sujet des bandes d'adolescents.

13) Une situation déjà décrite par F. Trasher (1927) dans le contexte états-uniens du début du 20<sup>ème</sup> siècle.

14) Ces solidarités sont aussi dépendantes du « turn-over » résidentiel : lorsqu'il y a un fort renouvellement de la population locale, l'interconnaissance chute logiquement et la cohésion du groupe local de jeunes doit être automatiquement fragilisée. Ce type de transformation n'a pas été observé sur mes terrains d'enquête, sauf, légèrement, sur Paris sud (où émergent progressivement des conflits entre les jeunes adultes « natifs du lieu » et quelques adolescents « nouveaux venus »).

15) Certains lecteurs se diront qu'on ne pense pas vraiment à la mort à cet âge, mais c'est là méconnaître la présence précoce de la mort dans le milieu « *jeunes de la cité* ». Dès l'adolescence, les amis meurent. Sur chaque terrain, il y a systématiquement une poignée de disparus : accidents de la route, assassinats (comme sur le terrain de Paris nord, où un adolescent a été abattu par le patron du café du coin - l'homme a été incarcéré, son café a été fermé). La génération des « *grands frères* » des années 80 a, elle, été en plus affectée par les overdoses d'héroïne et le SIDA, voir à ce sujet : Joubert, 1999 ; Kokoreff, 2003 (« *Said : le survivant d'une génération décimée* », pp. 203-208).

16) « L'ethos de rue » des jeunes étudiés (refus de la soumission publique, rejet du monopole étatique de la violence physique, hédonisme...) engendre des difficultés d'intégration professionnelle, en particulier dans le secteur tertiaire (où la relation au client est fondamentale) ; à ce sujet, on lira par exemple : Bourgois, 2001 (partie 4 « *Devenir réglo* » : respect et résistance au travail », pp. 149-210) ; Coutant, 2005 (partie III « *Se ranger* », pp. 223-232 - « *Echecs et abandons : force de la « culture de rue » et poids du stigmaté* » - et pp. 268-273 - « *Rompre avec la cité, une nécessité ?* ») ; Sauvadet, 2005 (« *Le monopole étatique de la violence physique et le coût d'acquisition du « capital guerrier »* », pp. 121-122).

17) W.F. Whyte (1995), dans le contexte états-uniens de la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, a aussi constaté l'existence et la permanence du leadership : « *le chef est au centre des échanges verbaux. Un des gars commence une phrase, puis il s'arrête en s'apercevant que le chef ne l'écoute pas, et il ne reprend que lorsqu'il a obtenu son attention* » (p. 286), les gars « *se sentent obligés de l'attendre avant d'entreprendre une quelconque activité collective, et, lorsqu'il est là, ils attendent de lui qu'il prenne les décisions à leur place* » (p. 286), « *la position de chacun dépend en partie de la bonne opinion que le chef peut avoir de l'adéquation de sa conduite* » (p. 287), « *quand le chef change, ce n'est pas l'effet d'une révolte de la base mais d'une modification des relations au sommet de la structure. Lorsqu'un*

*groupe se scinde en deux bandes, c'est qu'un conflit a opposé le chef à l'un de ses anciens lieutenants »* (p. 289).

18) Voir par exemple le rapport du Conseil d'analyse économique rendu public le 05/11/03, dont les auteurs (J-P. Fitoussi, L. Eloi, J. Maurice) soulignent le processus de ghettoïsation qui frappe les quartiers pauvres à travers vingt-cinq ans de chômage de masse et de ségrégation urbaine. Ainsi, le revenu moyen des foyers fiscaux a baissé de 15% en douze ans dans certaines communes telles que Grigny et La Courneuve.

19) Dans un contexte supérieur de ghettoïsation, E. De Latour (1999), lors d'un travail sur les gangs de rue africains d'Abidjan et de San Pedro, montre les fêtes que les « *vieux pères* » (les leaders dans le langage de ces jeunes) financent grâce au vol. Elle explique que ces fêtes forment de rares moments de bonheur dans un monde particulièrement conflictuel. Elle nous permet d'observer la concurrence farouche que se livrent ces « *vieux pères* », ces « *guerriers pleins* », au « *gros cœur* » (comme ils disent) : c'est à qui ramènera le plus d'argent dans le « *ghetto* » (il y a le « *ghetto du Bronx* », le « *ghetto Barbès* », etc., il y a des chefs qui se nomment « *Président Chirac* », « *Scarface* », « *Ben Laden* », etc.). La popularité facilite la construction d'alliances (guerrières et/ou économiques).

20) Nous le savons, les jeunes des quartiers populaires sont dans les faits les premières victimes de « *l'insécurité* » (coups, vols, injures...) qu'ils sont censés produire (Mucchielli, 2002a). Ce constat n'est pas fondamentalement nouveau, L. Mucchielli (2002b, pp. 152-153) écrit au sujet des homicides : « *Il est classique en criminologie de s'interroger sur les relations entre agresseurs et agressés. Le premier constat qui en est toujours ressorti est celui de l'importance des cas où la victime connaissait son agresseur. La proportion varie des deux tiers aux quatre cinquièmes selon les pays et les époques. [...] Les bagarres entre jeunes hommes dans les quartiers pauvres tiennent ici une place centrale. Et c'est sans doute dans ce cadre que les travaux soulignant la part prise par le comportement de la victime dans l'homicide sont les plus décisifs. Von Hentig et Wolfgang avaient beaucoup insisté sur les provocations de la victime et avaient suggéré que, dans de nombreux cas de ce type, la répartition des rôles aurait pu s'inverser si les circonstances (notamment le fait d'être armé ou de se servir de son arme le premier) avaient été légèrement différentes ».*

21) A l'époque de la France rurale, peuplée de communautés villageoises, le travail policier n'est pas forcément plus facile : la police est repoussée (parfois violemment) lorsqu'elle s'immisce dans « *les affaires du village* ». A ce sujet, voir : Robert, 1999. Sur l'appréhension de la police comme une bande rivale à repousser hors du territoire approprié, voir : Renouard, 1993 ; Esterle-Hedibel, 1998.

22) Par rapport à cette disqualification, nous pouvons nous référer au travail de S. Beaud (2002).

23) Une politique qui accentue ou minimise la « délinquance d'exclusion », c'est à dire « *une délinquance construite en termes amis-ennemis, eux-nous, tournée contre les institutions ou leurs représentants ou contre d'autres jeunes considérés comme des symboles des « autres »* » (Debardieux, 2000, p. 402).

## 8) Bibliographie

Aquatias S., Guenfoud K., Khedim H., Murard N., 1997. - *L'usage dur des drogues douces. Recherche sur la consommation de cannabis dans la banlieue parisienne*, Paris, GRASS.

Beaud S., 2002. - *80% au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La Découverte.

Beaud S., Pialoux M., 2003. - *Violences urbaines, violence sociale. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard.

Begag A., Rossini R., 1999. - *Du bon usage de la distance chez les sauvagions*, Paris, Seuil.

Bloch H., Niederhoffer A., 1974. - *Les bandes d'adolescents*, Paris, Payot.

Bourdieu P., 1970. - « La maison kabyle ou le monde renversé », dans Pouillon J., Maranda P. (dir.), *Echanges et communications. Mélanges offerts à Claude Lévi-Strauss à l'occasion de son 60<sup>ème</sup> anniversaire*, La Haye, Mouton, pp. 739-758.

- 1980. - *Le sens pratique*, Paris, Seuil.

- 1997. - *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil.

- 1998. - *La domination masculine*, Paris, Seuil.

Bourgois P., 2001. - *En quête de respect. Le crack à New York*, Paris, Seuil.

Castel R., 2003. - *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil.

Chamboredon J-C., Lemaire M., 1970. - « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, XI, 1/4, pp. 3-33.

Chauvel L., 2002. - *Le destin des générations*, Paris, PUF.

Choquet M., Ledoux S., 1998. - *Attentes et comportements des adolescents*, Paris, INSERM, Editions Espaces 34.

Coutant I., 2005. - *Délit de jeunesse, la justice face aux quartiers*, Paris, La Découverte.

Debardieux E., 2000. - « La violence à l'école », dans Van Zanten A.(dir.), *L'école, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 399-406.



- De Latour E., 1999. - « Les ghettomen : les gangs de rue à Abidjan et San Pedro », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 129, pp. 68-84.
- Dejours C., 1998. - *Souffrance en France : la banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Seuil.
- Dubet F., Lapeyronnie D., 1992. - *Les quartiers d'exil*, Paris, Seuil.
- Dumont L., 1966. - *Homo hierarchicus, le système des castes et ses implications*, Paris, Gallimard.
- Elias N., 1990. - *La civilisation des mœurs*, Paris, Agora.
- Elias N., Scotson J.L., 1997. - *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard.
- Esterle-Hedibel M., Marchandet E., 1995. - *Modes de vie des jeunes et précarité professionnelle. Les coursiers deux roues*, Montrouge, IRTS.
- Esterle-Hedibel M., 1998. - « Policiers et jeunes de banlieue », *Panoramiques*, 33, pp. 176-184.
- Foucault M., 1975. - *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.
- Goffman E., 1969. - « Calmer le jobard : quelques aspects de l'adaptation à l'échec », dans *Le parler frais d'Erving Goffman*, Paris, Minit, pp. 277-300.
- 1975. - *Stigmate : les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minit.
- Granovetter M., 1973. - « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, 28, 6, pp. 1360-1380.
- Grignon C., Passeron J-C., 1989. - *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil.
- Guenfoud K., 2003. - *Le « business » : organisation et vie familiale. Recherche sur l'installation dans l'illégalité*, thèse de sociologie, Paris, Université Paris VII.
- Guth S., 1996. - « Ordre et désordre dans les quartiers de rue », *Revue française de sociologie*, 37, 4/4, pp. 607-623.
- Hoggart R., 1970. - *La culture du pauvre*, Paris, Minit.
- Joubert M., 1999. - « Politiques locales et nouveaux dispositifs d'action dans le domaine des toxicomanies », *Déviance et société*, 23, 2/4, pp. 165-187.
- Kokoreff M., 2000. - « Faire du business dans les quartiers. Eléments sur les transformations socio-historiques de l'économie des stupéfiants en milieux populaires. Le cas du département des Hauts-de-Seine », *Déviance et Société*, 24, 1/4, pp. 403-425.
- 2003. - *La force des quartiers*, Paris, Payot.
- Laé J-F., Murard N., 1985. - *L'argent des pauvres, la vie quotidienne d'une cité de transit*, Paris, Seuil.

- Lagrée J-C, Lew-Fai P., 1985. - *Marginalisations juvéniles et collectivités locales*, Paris, Editions du CNRS.
- Lahire B., 1998. - *L'homme pluriel. Les ressources de l'action*, Paris, Nathan.
- Lepoutre D., 1997. - *Cœur de banlieue, codes, rites et langages*, Paris, Odile Jacob.
- Lesourd S., 1998. - « Les désarrimés de la loi », dans Rassial J.J. (dir.), *Y'a t'il une psychopathologie des banlieues*, Ramonville Saint-Agne, Erès, pp. 33-41.
- Lucchini R., 1998. - « L'enfant de la rue : réalités complexes et discours réducteurs », *Déviance et Société*, 22, 4/4, pp. 347-366.
- Masclat O., 2003. - *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute/SNEDIT.
- Mauger G., Fossé-Poliak C., 1983. - « Les loubards », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 50, pp. 49-67.
- Mauger G., 1984. - « L'apparition et la diffusion des drogues en France (1970-1980). Eléments pour une analyse sociologique », *Contradictions*, 40-41, pp. 131-148.
- 1991. - « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, 6, pp. 31-43.
- 1994. - « Espace des styles de vie déviants des jeunes de milieux populaires », dans Baudelot C., Mauger G. (dir.), *Jeunesses populaires. Les générations de la crise*, Paris, L'Harmattan, pp. 347-383.
- 2001. - « Election parentale, élection scolaire », dans Huerre P., Renard L. (dir.), *Parents et adolescents, des interactions au fil du temps*, Paris, Erès, pp. 99-115.
- Monod J., 1968. - *Les Barjots, essai d'ethnologie sur les bandes de jeunes*, Paris, Julliard.
- Mucchielli L., 2000. - « Familles et délinquances. Un bilan pluridisciplinaire des recherches francophones et anglophones », CESDIP, *Etudes et données pénales*, 86.
- 2002a. - *Violences et insécurité. Fantômes et réalités dans le débat français*, Paris, La Découverte.
- 2002b. - « Les homicides », dans Mucchielli L., Robert Ph. (dir.), *Crime et sécurité, l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 148-157.
- Murard N., 2000. - « Autorité et amour : éducation des enfants ou mise en condition ? », *Mouvements*, 8, pp. 16-22.
- Paugam S., 1996. - « Les sciences sociales face à l'exclusion », dans Paugam S. (dir.), *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 565-578.
- Perrot M., 1979. - « Dans la France de la Belle Epoque, les « Apaches », premières bandes de jeunes », dans *Les marginaux et les exclus dans l'histoire*, Paris, UGE, pp. 387-407.

- Pialoux M., 1979. - « Jeunesse sans avenir et travail intérimaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 26-27, pp. 19-47.
- Pierrat J., 2003. - *Une histoire du Milieu. Grand banditisme et Haute Pègre en France de 1850 à nos jours*, Paris, Denoël.
- Renouard J-M., 1993. - « Les relations entre la police et les jeunes : la recherche en question », *Déviante et Société*, 17, 4/4, pp. 419-438.
- Robert Ph., 1999. - *Le citoyen, le Crime et l'Etat*, Paris, Droz.
- Robert Ph., Lascoumes P., 1974. - *Les bandes d'adolescents*, Paris, Les éditions ouvrières.
- Sauvadet T., 2005. - « Causes et conséquences de la recherche de « capital guerrier » chez les « jeunes de la cité » », *Déviante et Société*, 29, 2/4, pp. 113-126.
- Sayad A., 1991. - *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité*, Bruxelles, De Boeck.
- Schwartz O., 2002. - *Le monde privé des ouvriers : hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF.
- Thomas W.I., Znaniecki F., 1918. - *The polish peasant in Europe and America*, New York, New York Octagon Books.
- Trasher F., 1927. - *The Gang. A study of 1 313 gangs in Chicago*, Chicago, University of Chicago Press.
- Willis P., 1978. - « L'école des ouvriers », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 24, pp. 50-61.
- Wirth L., 1980. - *Le ghetto*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- Whyte W.F., 1995. - *Street Corner Society, la structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte.